

Le socialisme à l'épreuve de l'écologie

L'écologie est devenue politique avec la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974. C'était l'époque des Amis de la Terre dont les militants se voulaient associatifs. L'écologie hésitait entre la droite et la gauche. Brice Lalonde devenait ministre de François Mitterrand, tandis que Waechter se voulait centriste. C'est à travers le parti des Verts, à l'imitation de l'Allemagne, que les militants entrent réellement en politique. Ils s'allient alors aux partis de gauche pour obtenir des mandats locaux. Leur opposition au nucléaire les éloigne du Parti Communiste et les différencie des socialistes. La lutte contre les OGM les rapproche des altermondialistes et de ceux qu'on appelait naguère les paysans-travailleurs. Ils se réfèrent à des principes moraux plutôt que sociaux et constituent dans les assemblées, voire même les exécutifs, une sorte de gauche critique : à l'encontre du système capitaliste, ils développent des propositions alternatives qui se réfèrent au concept général de développement durable.

Durant ces dernières années, la prise de conscience des « dégâts du progrès » (1972) s'est élargie aux questions touchant l'avenir de la planète : énergie, climat, ressources naturelles, etc... Face à la mondialisation de la finance et des échanges économiques, s'impose la nécessité d'une mondialisation des consciences, ce qui entraîne les opinions et les gouvernements dans deux directions : d'une part la recherche d'alternatives immédiates (énergies nouvelles, qualité de l'eau et de l'air, économies d'énergie, protection de l'environnement, etc...), d'autre part, la concertation à l'échelle internationale pour lutter contre les effets de serre (Rio, Kyoto, Copenhague...). Ces évolutions renforcent la crédibilité de l'écologie politique et tendent à ringardiser les partis traditionnels.

La droite reste prudente, mais, à travers le gouvernement, s'efforce de jouer les arbitres : c'est le Grenelle de l'environnement. Pas de changement fondamental (cf. les aventures de la taxe carbone), mais une « ouverture »... La gauche gouverne un bon nombre d'exécutifs territoriaux où les socialistes partagent – un peu – le pouvoir avec les écologistes. Sur le plan national, le Parti Socialiste cherche sa voie : ou bien il est le parti d'un projet social et il s'efforce de le réaliser à travers des alliances, notamment avec les Verts, ou bien il fait évoluer son projet qui devient social-écologique en intégrant les aspirations essentielles des écologistes.

Dans le premier cas, il risque de laisser du champ à la droite, habile à habiller son discours en vert tendre, mais aussi à l'écologie politique, à partir du moment où elle s'élargit au-delà des Verts (cf. Europe-Ecologie). Dans le second cas, les socialistes risquent de donner du champ aux partis de la protestation sociale et de perdre un peu de leur crédit dans les milieux populaires qui restent plutôt « productivistes ».

Que faire entre Charybde et Sylla ?... Pour le moment, le PS se tient dans l'entre-deux. Localement, il emprunte la première attitude ; nationalement, il

est à la recherche d'un nouveau projet, plus écologique. Le risque est évidemment de perdre sur les deux tableaux et de connaître une évolution proche de celle du Parti Communiste.

Comment le PS peut-il garder un poids électoral qui le rende central, sinon hégémonique à gauche et, en même temps, faire évoluer son projet pour ouvrir la voie à une action politique, donc gouvernementale, réellement sociale et écologique ?

Une certitude d'abord : il ne suffit pas de changer de discours, il faut changer la pratique. Une probabilité aussi : il y faudra du temps. C'est donc affaire de pédagogie, d'expérimentation, de convictions partagées, de capacité d'entraînement. C'est affaire de militants et pas seulement de dirigeants. Plusieurs conditions apparaissent dès lors nécessaires :

1. Faire évoluer le fonctionnement du Parti : le système hiérarchique, hérité de la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier, doit laisser place à un système beaucoup plus souple de désignations et de prises de décision : primaires locales, sections thématiques et pas seulement géographiques, campagnes d'action, élaboration collective et droit à l'expérimentation... avec un effort intense de formation décentralisée. Certes, c'est une prise de risque, mais on sait depuis longtemps que le vin nouveau n'aime pas les vieilles outres...
2. Renforcer le Parti Socialiste Européen : c'est en effet à la dimension de l'Europe qu'on peut prendre en compte les exigences de l'écologie, parce qu'elles sont planétaires et impliquent une coopération internationale. Les socialistes doivent redevenir les champions d'un modèle européen qui ne se confond pas avec le libéralisme économique. D'où la nécessité d'échanges intenses entre militants, sections, territoires des pays européens. Il y faut des fondations, des publications, des rencontres, avec un développement des relations avec syndicats et associations à l'échelle européenne.
3. Prendre la dimension des enjeux de civilisation : les réalités sociales d'aujourd'hui ne se résument pas dans la lutte des classes, telles qu'elles sont définies par le rapport à la production. En prenant conscience d'elle-même, l'humanité découvre de nouvelles dimensions à l'exploitation, la domination, l'aliénation : ces « vieilles » notions retrouvent du sens au-delà du champ économique, sur d'autres aspects de la vie collective, de l'espace public comme de l'espace privé. Egalité, paix, justice doivent se conjuguer avec les valeurs de liberté dans la conquête de nouveaux droits, comme dans l'organisation de nouveaux rapports sociaux. Ces notions abstraites devraient être au cœur des recherches et des interpellations réciproques entre intellectuels, militants, responsables, d'autant que les nouvelles technologies facilitent les échanges.

4. Il faudra aussi des programmes bien sûr, au gré des échéances électorales, mais il vaudrait mieux, dans le cadre d'un effort de démocratie participative, s'accorder sur le minimum souhaitable. La politique s'inscrit dans le temps sur de nouveaux espaces : elle ne se résume pas à l'action de l'Etat, même si sa capacité d'intervention est essentielle à toute évolution collective. Elle peut retrouver du sens, en ne se contentant pas de faire révérence aux « vaches sacrées » du socialisme.

De telles conditions ne sont certainement pas suffisantes. Elles sont surtout indicatives, pour trouver une nouvelle voie. Rien ne serait pire en tout cas que de penser qu'il suffirait aux socialistes de s'ajouter une dose d'écologie, tandis que les écologistes s'essaieraient à faire aussi du social...

Robert CHAPUIS

Janvier 2010